12ème numéro de l'émission « Au cœur de l'économie malienne »

Le Patronat malien souhaite la privatisation de l'EDM

MALI

1547

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 25 MARS 2024

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Économie et Gestion

quatrième république

Affirmations et dates économiques importantes de la nouvelle constitution

Diplomatie et Coopération :

Le Mali et la Chine esquissent l'avenir ensemble

Chantier de la Maison des Avocats du Mali

Le Ministre Kassogué constaté l'état des travaux

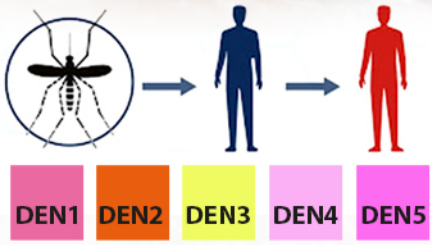
Dengue

Maladie causée par un virus du genre Flavivirus, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé Aedes aegypti

CAUSES

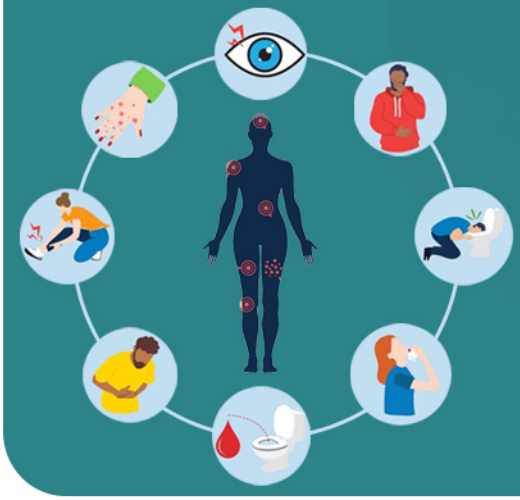
Piqûre du moustique femelle Aedes aegypti

5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derriere les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptomes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (somnolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN

Un vaccin est disponible*

Paracétamol

Repos

Anti-inflammatoire

⚠ ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION

Consultez toujours un médecin en cas de dengue

Éviter l'eau stagnante

Faites vous vacciner contre la dengue*

Mettez du chlore dans les piscines

Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déja infectées par la maladie

Sommaire «

P. 14

P. 21

P. 32

/ Une /

Économie et Gestion quatrième république : Affirmations et dates économiques importantes de la nouvelle constitution — P. 4

/ Breves /

Togo : Incendie dévastateur au Port Autonome de Lomé — P. 14
Mali et Guinée : Un pas de plus vers une meilleure collaboration judiciaire — P. 15
SNJ : Tenue de la 7ème Session Ordinaire de son Conseil d'Administration — P. 16
Journée d'Information et de Sensibilisation sur les Symboles de l'État : Les membres du conseil du cercle de Kati outillés — P. 17
Chantier de la Maison des Avocats du Mali : Le Ministre Kassogué constaté l'état des travaux — P. 18
24ème édition du forum de Bamako : Notre capitale, une destination prisée — P. 19

/ Actualité /

12ème numéro de l'émission « Au cœur de l'économie malienne » : Le Patronat malien souhaite la privatisation de l'EDM — P. 21
FIER : Un Projet Innovant pour le Développement Rural et l'Empowerment de la Jeunesse — P. 24
Barouéli : Oxfam s'engage auprès des femmes pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique. — P. 27

/ Politique /

Diplomatie et Coopération : Le Mali et la Chine esquissent l'avenir ensemble — P. 30
Amadou Koïta au M5-RFP sur la dissolution de l'AEEM : « C'est votre combat contre nous » — P. 32

/ Culture & Société /

L'accès à l'eau potable : Une bataille non encore gagnée au Mali — P. 34

/ International /

Les BRICS : Une alliance convoitée par les pays en développement — P. 35
Économie : Poutine s'attaque au pétrodollar — P. 37

/ Sport /

Italie : L'ex-footballeur international brésilien Robinho incarcéré pour viol collectif en Italie — P. 38

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

Économie et Gestion quatrième république Affirmations et dates économiques importantes de la nouvelle constitution

La nouvelle Constitution du Mali a été promulguée par le Président de la Transition, le 22 Juillet 2023. En matière économique, nous avons relevé cinq affirmations fortes et trois dates très importantes.

LES AFFIRMATIONS ÉCONOMIQUES.

Première affirmation : « Le Président de la République détermine la politique de la Nation ». Article 44.

Cette affirmation pourrait être lue au pluriel. En effet, le mot « Politique » recouvre toutes les politiques en matière de développement économique, social et culturel dont on cite :

- La politique agricole,

- La politique de santé,

- La politique de sécurité du pays, de protection des personnes et de leurs biens,
- La politique économique,
- La politique industrielle,
- La politique monétaire,
- Le système d'éducation et d'enseignement,
- La recherche scientifique,
- La politique sportive, artistique et culturelle,
- La justice, en tant que premier magistrat du pays,
- La diplomatie et le bon voisinage,
- La politique d'administration et d'aménagement du territoire,
- La politique environnementale
- Etc.

Cette affirmation est une lourde responsabilité. Tout le progrès du pays est suspendu à sa vision. Tout retard accusé par le pays dans quelque domaine que ce soit est imputable à lui.

Il est de la plus haute importance de se faire assister par des Conseillers très expérimentés, des femmes et des hommes qui ont vu, pratiqué et résolu mille et un problèmes, capables de trouver des solutions efficaces au quart de la réflexion. Ils aident le Président de la République à « dessiner ou peaufiner sa vision » du pays, identifier des obstacles et inconvénients qui pourraient se dresser sur le chemin de sa concrétisation.

Deuxième affirmation : « La liberté d'entreprise est garantie dans le cadre des lois et règlements en vigueur ». Article 21.

La nouvelle Constitution maintient « l'économie libérale » ou le système économique capitaliste affirmé dans la Constitution de février 1992. Toute personne vivant au Mali peut entreprendre librement des activités économiques de son choix. La seule limite est le respect des lois et de la réglementation, ce qui sous-entend surtout la licéité des activités entreprises.

Troisième affirmation : « Tout citoyen est tenu de remplir ses devoirs civiques notamment de s'acquitter de ses obligations fiscales ». Article 27.

Le principe de la constitutionnalité de l'impôt est posé dans cet article. Toute

personne vivant au Mali doit s'acquitter, sur ses revenus, des impôts, droits et taxes liés à l'exercice de ses activités.

Ainsi, la nouvelle Constitution maintient que toute personne vivant au Mali doit contribuer à la couverture des dépenses publiques.

Quatrième affirmation : « Les traités de paix, de commerce, les traités ou accords relatifs aux organisations internationales, ceux qui engagent les «Finances de l'État, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, ne peuvent être approuvés ou ratifiés qu'en vertu de la loi. Ils ne prennent effet qu'après avoir été approuvés ou ratifiés ». Article 182.

Cet article pose le principe de l'ouverture du Mali sur le reste du monde. Le pays pourrait signer avec tout pays et toute organisation internationale des traités en matière économique : commerce, industrie, mines, services comme les transports (terrestres, aériens, fluvial), banques, assurances, hôtellerie et tourisme, etc.

Cinquième affirmation « L'administration participe à la promotion du développement économique, social et culturel en répondant, de façon adaptée, aux besoins de la collectivité nationale et des usagers, dans la transparence, le respect des droits de l'Homme et de la démocratie ». Article 34.

Les rôles de levier et / ou de logistique de l'administration, incontournables dans le développement économique, social et culturel, sont clairement affirmés. Cet article pourrait être mis en lien avec certaines dispositions portant sur la Cour des comptes.

« La Cour des comptes est la juridiction supérieure des finances publiques et l'Institution supérieure de contrôle des finances publiques. Elle a des attributions juridictionnelles de contrôle et de consultation ». Article 156.

Si les Experts comptables et les Cabinets d'audit certifient la régularité et la sincérité des comptes des Entités de droit privé et de droit public, la Cour des comptes juge l'acceptabilité, ou non des comptes publics.

« La Cour des comptes juge les comptes des comptables publics de deniers et de matière. Elle contrôle la régularité des opérations financières, sanctionne les fautes de gestion, déclare et apure les gestions de fait ». Article 158.

L'ancienne section des comptes de la Cour suprême est désormais une Institution de la République à part entière. Elle a des compétences juridictionnelles qui lui permettent de sanctionner (remboursement de sommes, amendes, voire la prison) les fautes

relevées lors des contrôles.

LES DATES ÉCONOMIQUES IMPORTANTES

Première date « Le Discours du Président de la République sur l'État de la Nation » Article 61.

« Une fois par an et dans le courant du premier trimestre, le Président de la République prononce devant le Parlement réuni en Congrès, un discours sur l'état de la Nation » Article 61.

C'est un moment très important dans la vie du pays. La date de ce discours est importante, car on pourrait dire que c'est le document dans lequel, le Président de la République détermine la politique de la Nation.

Il pourrait être un phare sur la direction prise par le pays pendant toute l'année. Ce discours a un caractère encore plus solennel et engage encore plus le Président puisqu'il est prononcé devant les deux chambres du Parlement que sont l'Assemblée Nationale et le Sénat réunies en congrès. Deuxième date "Le Plan d'action du Gouvernement". "Le Premier ministre présente devant le Parlement le plan d'action du Gouvernement. La présentation a lieu devant chacune des deux chambres, trente jours au plus après le discours sur l'état de la Nation du Président de la République. Elle est suivie, le cas échéant, de débats assortis de recommandations sans vote". Article 80. Cette date est aussi très importante. On pourrait dire que c'est un véritable "Programme de gouvernement" dans lequel le Gouvernement fixe le cap pour la mise en œuvre de la politique de la Nation déterminée par le Président de la République dans son discours. On pourrait y voir dedans des secteurs économiques prioritaires. C'est ce qui ressort clairement de l'article 76 : "Le Gouvernement conduit la politique de la Nation déterminée par le Président de la République. Il dispose de l'administration".

Le "plan actions" est en quelque sorte une "feuille de route" pour chaque ministre, qui saurait ce qu'il doit faire, les résultats attendus de son ministère. D'ailleurs, sans un Programme de gouvernement, qu'est-ce qu'un ministre pourrait-il bien faire ? L'action du gouvernement est dirigée par le Premier ministre, chef du Gouvernement. On pourrait comprendre qu'il s'assure à tout moment que chaque ministre maintient le cap, que les objectifs seront atteints. Il répond aux difficultés rencontrées par les membres du gouvernement et est à leurs côtés pour résoudre de grandes difficultés pouvant faire obstacles à l'atteinte des objectifs.

Lorsque le Président constate que le Gouvernement n'est pas dans la mise en œuvre de la "politique de la Nation déterminée" par lui, il peut remplacer le Premier ministre. C'est ce qui est clairement dit à l'article 57 : "Le Président de la République nomme le Premier ministre et met à ses fonctions". Troisième date "l'adoption du Budget : la loi des finances". On ne pourrait pas manquer de relever que les deux premières dates se situent après que le budget ait été voté en décembre par l'Assemblée Nationale. Il serait peut-être difficile d'établir le lien entre les données budgétaires et le Plan d'actions du gouvernement. Ainsi, on pourrait croire qu'il y a une incohérence de dates. Non, les règles de gestion des finances publiques prévoient que le Budget d'État pourrait être révisé en cours d'année par une loi de finances rectificative appelée collectif budgétaire, rendue nécessaire en raison de modifications de l'environnement économique ou de changement des orientations économiques du gouvernement.

En conclusion, une Constitution, par définition, est un texte de portée générale. Cette Nouvelle Constitution qui consacre la 4ème République est un texte nouveau. Ainsi les architectes ont dessiné un plan de construction de l'édifice, les entrepreneurs : maçons, électriciens, peintres et constructeurs viendront relever des imperfections au fil de la construction. Un texte de loi ne vaut que par son application.

Siné DIARRA
Expert-Comptable,
Essayiste Bamako – Mali

SALON DES MEDIAS DU MALI

3ÈME ÉDITION

DU 09 AU 12 MAI

2024

l o a d i n g . . .

Awa Sylla

Il est de la même ville que moi au Sénégal ça je savais.

Il a le même nom de famille que ma mère, mes cousins et mes grands parents ça je savais.

Toute ma famille s'est mobilisée pour lui ça je savais

Mais qu'il était mon cousin non deh je ne savais pas deh.

Moi en réalité je trouve qu'il n'est pas prêt même si la famille est sacrée.

Maintenant on me force d'aller voter oh.

DIOMAYE FAYE biram penda waguane seutou bour sine bi.

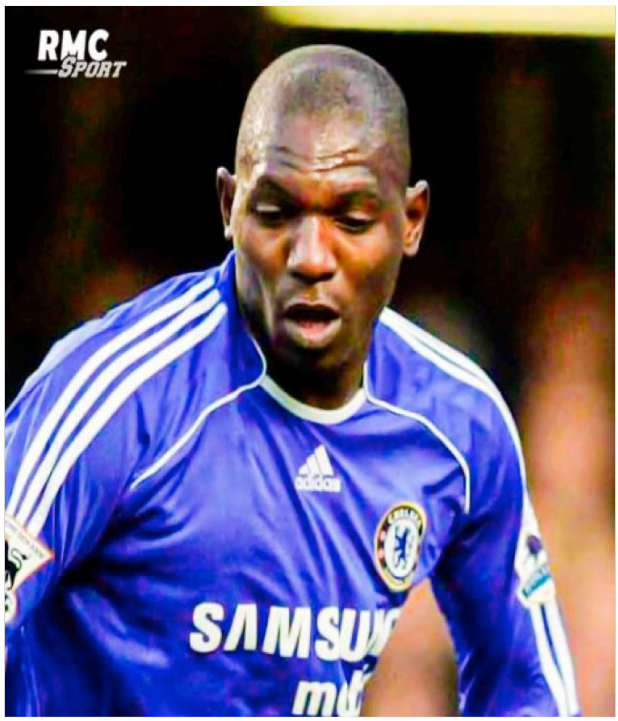
Borom mami bour yi on fait comment maintenant?

Faut pas que je me culpabilise après deh toute la famille me dit je ne m'intéresse plus sur le Mali et je ne suis plus sénégalaise hum.

Couz Alpha Faye je vais voter à toute alors.

RMC Sport

L'ancien milieu camerounais Geremi vient de découvrir qu'il n'est pas le père des jumeaux qu'il a élevés, on vous raconte son histoire



Skusku

Dr.Dre vient d'obtenir on étoile sur le mythique Hollywood Walk Of Fame

Ses plus fidèles amis, Eminem, 50 Cent et Snoop Dogg sont venus pour lui.

Bèki Takè

Au Niger , le lycée La Fontaine de Niamey va fermer à la rentrée prochaine, en septembre, plus de 60 ans après sa création.

Drissa Meminta

Je me suis entretenu aujourd'hui au téléphone avec Son Excellence Monsieur Sergueï LAVROV, Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, pour lui présenter les condoléances et exprimer la solidarité entière du Mali face à cette attaque terroriste barbare qui est une atteinte à notre humanité.

Fouraba Samake

Construction d'une nouvelle école à N'gana, commune de Kignan, cercle de Sikasso par Yeah Samake

Le DCAP de Kignan a visité le chantier de construction des salles de classe et des latrines à N'gana ce samedi 23 mars 2024. Les travaux se déroulent normalement et selon les attentes.

Le DCAP se dit très satisfait et a confirmé que les travaux avancent comme prévu.

Il a félicité les donateurs ainsi que l'entreprise EGIOT, et a salué l'utilisation de la main-d'œuvre locale ainsi que le respect des normes de construction des salles de classe.

#DIRIGERCESTSERVIR

Team Samake

VIE DU PARTI

CHERS AMIS,

Aujourd'hui, c'est avec beaucoup d'enthousiasme que nous accueillons au sein du Parti pour l'Action Civique et Patriotique (PACP) un nouveau membre éminent : Monsieur Mohamed Kila Doumbia.

Monsieur Doumbia n'est pas seulement un ingénieur de génie civil reconnu pour son pragmatisme et son expertise, mais il incarne également l'esprit de leadership et d'engagement envers notre cher Mali. Issu d'une famille au long héritage politique, sa passion pour la construction d'un Mali stable et prospère résonne profondément avec les valeurs et les ambitions de notre parti.

L'arrivée de Monsieur Doumbia au PACP marque une étape significative dans notre quête collective pour un

avenir meilleur. Son expérience, sa vision et son engagement inébranlable seront des atouts inestimables dans notre mission commune.

Rejoignez-moi pour accueillir chaleureusement Monsieur Mohamed Kila Doumbia dans notre grande famille du PACP. Ensemble, nous œuvrerons pour réaliser notre vision commune d'un Mali prospère, solidaire et résilient.

#PACP #Bienvenue #EngagementCivique #AvenirDuMali

Yeah Samake

Hier, j'ai eu l'immense joie de passer une journée exceptionnelle avec mon fils Keanen Samake pour célébrer un événement très spécial : son dix-huitième anniversaire.

De moments remplis de rires à des instants de profonde conversation, chaque minute passée ensemble a été un précieux cadeau.

En cette journée mémorable, nous avons partagé des expériences qui resteront gravées dans nos mémoires. Que ce soit notre balade matinale où le soleil se levait doucement, annonçant le début d'une journée magnifique, ou notre visite dans son restaurant préféré où les saveurs nous ont transportés, chaque activité a été choisie pour célébrer la personne unique qu'il est devenu.

À mon fils, je souhaite tout le bonheur du monde, le succès dans chacun de ses projets et une vie remplie d'aventures et de découvertes. Que cette nouvelle année de ta vie t'ouvre les portes de l'infini des possibles. Tu as déjà accompli tant de choses, et je sais que c'est juste le début d'une longue et merveilleuse aventure.

Grand merci à toute la famille de Shelby Stewart James Arrington pour lui envoyer les cadeaux merveilleux et leur amour. Votre gentillesse et votre soutien signifient le monde pour nous.

Voilà, un chapitre se ferme, un autre s'ouvre. Les rêves de l'enfance font place aux projets d'adulte. Mais une chose reste inchangée : l'amour inconditionnel que j'éprouve pour mon fils.

Joyeux anniversaire, mon cher fils!

Ecowas - Cedeao

@ecowas_cedeao

Attaque terroriste au Niger: Communiqué de la CEDEAO

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

COMMUNIQUÉ

C'est avec une vive émotion et une grande tristesse que la CEDEAO a appris la mort de vingt-trois (23) militaires nigériens au cours d'une embuscade tendue par des terroristes lors d'une opération de ratissage de l'armée dans l'ouest du pays, près du Mali et du Burkina Faso.

En cette douloureuse circonstance, la CEDEAO voudrait adresser ses condoléances les plus sincères au Gouvernement et au Peuple Nigériens et exprimer son soutien aux familles endeuillées et aux Forces Armées. Elle prie pour le repos des âmes des défunts et pour le prompt rétablissement des blessés.

La CEDEAO voudrait egalement condamner, avec la plus grande fermeté, ces actes lâches et barbares et assurer les autorités nigériennes de sa ferme volonté à coopérer à la lutte vigoureuse contre le terrorisme et les extrémismes violents dans la Région.

Fait à Abuja, le 23 mars 2024

101 Yakubu Gowon Crescent · Asokoro District · P.M.B. 401 · Abuja · Nigeria
www.ecowas.int

Capitaine Ibrahim TRAORÉ

@CapitaineIb226

La Fédération de Russie a été victime d'un attentat, ce 22 mars dans une salle de spectacle à Moscou. En cette douloureuse circonstance, j'exprime ma profonde compassion au Président Vladimir POUTINE et au peuple russe. Je condamne avec la plus grande fermeté cet acte barbare et lâche, et traduis ma solidarité et celle du vaillant peuple burkinabè aux familles des victimes. Je souhaite un prompt rétablissement aux blessés. Face à cette attaque terroriste ignoble, mon pays est plus que jamais déterminé, en étroite collaboration avec la Fédération de Russie et tous les partenaires de bonne foi, à combattre les chantres de la terreur, pour l'épanouissement de nos peuples et le développement de nos Nations.

Mankeur Ndiaye

@ndiayemankeur

Je voudrais exprimer mes profonds et sincères sentiments de gratitude et de respect à M. le Président de la République, SEM. Macky Sall , qui vient de m'élever à la dignité d'Ambassadeur Émérite du Sénégal par décret no 2024/753 du 20 Mars 2024.

COMMUNIQUÉ
DIRECTION GÉNÉRALE

INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE

Le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les rentiers d'accidents du travail du district de Bamako que l'INPS procédera à un contrôle physique de tous les rentiers de Bamako.

Le contrôle physique des rentiers de Bamako est prolongé jusqu'au 16 février dans toutes les agences principales de l'INPS de Bamako, ainsi qu'au niveau de l'inspection générale à l'immeuble ECOBANK.

Ce contrôle concerne tous les modes de paiement, y compris la caisse et les virements bancaires.

Les bénéficiaires doivent se munir des pièces suivantes :

- Une pièce d'identité en cours de validité ;
- Le Carnet AT ou le numéro AT.

La Direction Générale de l'INPS compte sur la bonne compréhension de tous les concernés.

Bamako, le 06 février 2024

La Direction Générale

(+223) 20 22 59 17 www.inps.ml infos@inps.ml INPS.Mali @INPS_Mali

Togo : Incendie dévastateur au Port Autonome de Lomé

Le Port Autonome de Lomé, l'un des piliers de l'économie togolaise, a été ravagé par un incendie dans la nuit du samedi 23 mars 2024. Cet événement tragique soulève des préoccupations majeures concernant la sécurité des infrastructures clés du pays.

Les images sombres et les vidéos de l'incendie qui circulent sur les réseaux sociaux témoignent de l'ampleur du sinistre. Les flammes, qui ont englouti ce site économique crucial, posent des questions urgentes sur les mesures de prévention et de sécurité en place pour protéger de telles infrastructures.

Ce n'est pas la première fois que le Togo fait face à la destruction par le feu de ses infrastructures vitales. Récemment, le marché d'Agoè Assiyéyé a également été victime des flammes, paralysant l'activité économique locale. La récurrence de tels incidents accentue l'urgence de revoir et renforcer les stratégies de prévention contre les incendies.

Pour l'instant, les détails précis de l'origine et des circonstances de l'incendie au Port Autonome de Lomé demeurent flous. La population et les observateurs attendent avec impatience des éclaircissements sur les causes de ce sinistre et l'étendue des dégâts causés.

Source : Lomé Actu

Mali et Guinée : Un pas de plus vers une meilleure collaboration judiciaire

Quatre traités conclus entre le Mali et la Guinée viennent de franchir une nouvelle étape pour leur mise en vigueur. En effet, le gouvernement malien a ratifié ces quatre traités en Conseil des Ministres, le 20 mars 2024.

Les traités portent sur l'entraide judiciaire entre les deux pays en matière civile, commerciale et pénale. Ils portent en outre sur l'extradition et le transfèrement des personnes condamnées.

La Guinée et le Mali font tous les deux face à la menace terroriste. Certains criminels peuvent décider de se cacher au Mali après avoir commis des atrocités en Guinée.

Grâce à ces traités, la Guinée peut demander au Mali de renvoyer ces criminels dans leur pays pour qu'ils répondent de leurs actes.

La mesure va dans les deux sens. Le Mali pourra également demander à la Guinée l'extradition d'un coupable.

Les traités signés entre les deux pays ne couvrent pas que les crimes. Ils portent aussi sur les activités commerciales ou civiles comme le mariage, les contrats, etc.

Ces conventions ont été signées à Conakry le 17 novembre 2022. Leur objectif est multiple de faciliter la gestion concertée des questions d'entraide judiciaire et d' améliorer la transmission des actes et pièces judiciaires.

Ils vont en outre permettre l'exequatur en matière civile, commerciale et sociale. Sur le plan pénale, ils vont favoriser la comparution des témoins et des experts en matière pénale.

La ratification de ces conventions permettra de consolider les relations judiciaires entre les deux pays.

Cela constitue un engagement fort du Mali et de la Guinée à renforcer leur collaboration dans la lutte contre la criminalité et à garantir la sécurité de leurs citoyens.

Source : L-frii

SNJ :
Tenue de la 7ème Session Ordinaire de son Conseil d'Administration

La cérémonie d'ouverture de la 7ème Session Ordinaire du Conseil d'Administration du Service National des Jeunes s'est déroulée, le jeudi 21 mars 2024, dans la salle de conférence du Stade du "26 mars" à Yirimadio. Elle était présidée par le Ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne, Abdoul Kassim Ibrahim FOMBA, en présence du Directeur du Service National des Jeunes, le Colonel Tiékoro CAMARA et de plusieurs responsables militaires et civils.

Cette 7ème Session Ordinaire du Conseil d'Administration était consacrée à l'examen du bilan de l'année 2023 et a permis d'échanger sur les programmations des activités de l'année 2024.

Le Ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne, Abdoul Kassim Ibrahim FOMBA a abordé le bilan de l'année 2023.

Pour lui, conformément au plan de la réhabilitation des Centres de formation, le Centre d'Instruction du Service National des Jeunes de Bapho a fait l'objet d'importants travaux d'aménagement, en prélude à la rentrée de la 5èmecohorte de l'année 2024.

Dans le volet la formation, le Ministre a mentionné l'achèvement de la formation de la 3ème cohorte au nombre de 784 admis à la fonction publique de l'Etat en février 2023 et la rentrée de la 4ème au nombre de 260 admis à la fonction publique de l'Etat du 25 Avril 2023 au 16 novembre 2023 qui ont tous effectué leur service militaire obligatoire.

Le Ministre FOMBA a souligné que l'année 2024 a déjà enregistré l'entrée en formation physique et civique des enseignants des collectivités, des élèves fonctionnaires de l'ENA, des Greffiers en Chef, des Auditeurs de justice et des reliquats des, 3ème et 4ème cohorte n'ayant pas encore accompli leur service militaire obligatoire.

Il a ensuite saisi cette occasion pour dire que son département a engagé le processus de relecture des textes du SNJ pour les adapter à l'évolution de ses missions en application des recommandations de la session de 2022.

Le Directeur du Service National des Jeunes, le Colonel Tiékoro CAMARA a fait savoir que cette série de formations conforte l'idée que le SNJ est un passage obligé pour faire des agents de l'Etat, des citoyens bien formés, responsables, aguerris et susceptibles de servir partout où le besoin se fera sentir.

Selon le premier responsable du SNJ, l'élaboration de ce rapport résulte de la mise en œuvre des recommandations. Ce rapport contribue aussi à renforcer la performance dans la gestion des ressources et appuiera fortement l'atteinte des objectifs fixés.

ADC Nassoun FANE

Journée d'Information et de Sensibilisation sur les Symboles de l'État
Les membres du conseil du cercle de Kati outillés

Le Conseil de Cercle de Kati a accueilli la journée d'information, de sensibilisation et d'appropriation des symboles de l'État, ce 23 mars 2024. Organisée par l'Association « Alliance Mali Tagnè », cette initiative a enregistré la présence du Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Monsieur Mamoudou KASSOGUE.

Le Garde des Sceaux avait à ses côtés : les membres du cabinet, le Directeur National des Affaires Judiciaires et du Sceau, Président du Comité National pour l'Harmonisation et l'Utilisation des symboles de l'État, le Préfet du Cercle de Kati, le Secrétaire Général de la Mairie de Kati, ainsi que des représentants de l'Alliance Mali Tagnè.

Dans son discours inaugural, le Ministre Kassogué a chaleureusement félicité l'Association « Alliance Mali Tagnè » pour son initiative louable visant à éduquer et sensibiliser les citoyens sur les symboles de l'État. Il a souligné l'importance de cette démarche dans le contexte actuel de refondation de l'État, mettant en avant la nécessité d'une nouvelle citoyenneté fondée sur le respect des valeurs républicaines.

Le Ministre a également rappelé les conclusions de la semaine nationale pour l'harmonisation et l'utilisation des symboles de l'État, soulignant le besoin crucial de multiplier les efforts de sensibilisation et d'appropriation. Il a exprimé la détermination du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme à soutenir toutes les initiatives allant dans ce sens, et a annoncé des mesures concrètes pour renforcer la protection et la promotion des symboles de l'État.

Par ailleurs, le Ministre a lancé un appel pressant à toutes les organisations et associations engagées dans la promotion de la citoyenneté et des valeurs républicaines, les invitant à rejoindre cette noble cause initiée par l'Alliance Mali Tagnè. Il a assuré de l'appui et de l'accompagnement du Ministère dans cette démarche collective pour un Mali uni et prospère.

C-COM/MJDH

Chantier de la Maison des Avocats du Mali Le Ministre Kassogué constaté l'état des travaux

Le Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Monsieur Mamoudou KASSOGUE, a effectué une visite officielle ce vendredi 22 mars 2024 sur le chantier de construction de la Maison des Avocats du Mali à Bamako. Accompagné d'une délégation composée des membres du cabinet et du secrétariat général, le ministre a été chaleureusement accueilli par le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Mali (OAM) ainsi que les responsables du chantier.

Lors de sa visite, Monsieur KASSOGUE a rappelé l'historique et les objectifs de ce projet d'envergure porté par l'OAM et soutenu financièrement par l'État malien. Il s'est réjoui de constater l'évolution positive du chantier, avec un taux d'exécution des travaux atteignant 70% six mois après leur reprise. La délégation ministérielle s'est ensuite déplacée sur les différents sites de construction afin de constater de visu l'avancée des travaux réalisés par les prestataires, à savoir le Maître d'œuvre, le Bureau de contrôle et l'Entreprise de BTP.

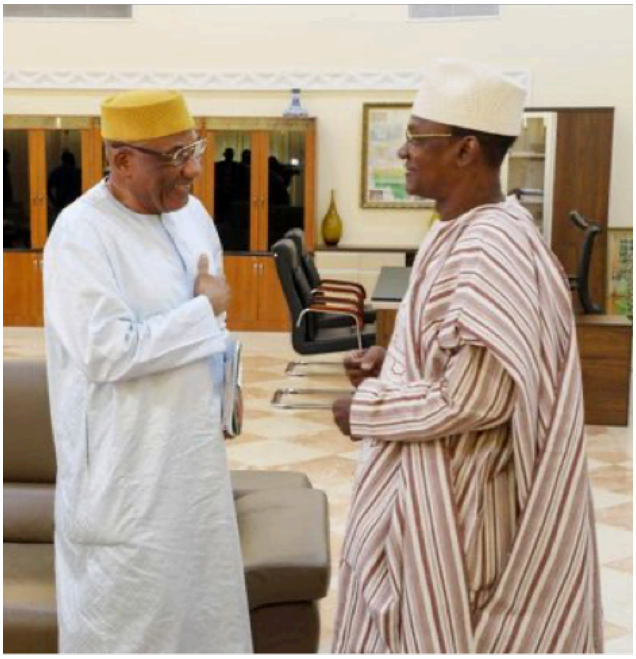
À l'issue de cette visite, le ministre a exprimé sa satisfaction quant à la bonne marche du projet qui, une fois terminé en mai 2024, permettra au Barreau malien de disposer d'infrastructures modernes et de qualité conformes aux normes internationales. Il a également salué l'engagement et la mobilisation de l'OAM ainsi que de tous les acteurs impliqués dans la construction de ce bâtiment qui revêt une importance cruciale pour la profession d'avocat au Mali.

Cette visite du ministre sur le chantier de la Maison des Avocats du Mali démontre l'importance accordée par les autorités à la modernisation des infrastructures juridiques dans le pays, ainsi que leur soutien aux initiatives visant à renforcer le secteur judiciaire. La concrétisation de ce projet permettra non seulement de rehausser l'image de la justice au Mali, mais aussi d'offrir aux avocats maliens un cadre de travail optimal répondant aux standards internationaux.

Fatou Sissoko

24ème édition du forum de Bamako : Notre capitale, une destination prisée

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Dr Choguel Kokalla MAÏGA, a reçu ce jeudi 21 mars 2024, une délégation du Forum de Bamako.



Le porte-parole du Forum, Boubacar Sidiki TRAORÉ, a présenté les objectifs du forum ainsi que le thème retenu pour cette 24ème édition, à savoir : "Culture, paix et développement".

A travers ce thème, l'objectif affiché est d'œuvrer au renforcement de la paix, de promouvoir la réconciliation et le développement socio-économique dans notre pays. Et cela, dans toutes leurs composantes.

Le Forum de Bamako ambitionne en effet de permettre aux communautés et aux peuples, de s'épanouir afin de prendre une responsabilité accrue dans leur propre développement.

Il s'agira dans les faits, de promouvoir la liberté d'expression et la démocratie culturelle, indissociables de la démocratie sociale et politique.

La 24ème édition du Forum de Bamako, va ainsi ouvrir son cadre à une large réflexion sur l'instrumentalisation de la culture à des fins terroristes et djihadistes.

Le Chef de la délégation a ensuite présenté le bilan de la dernière édition du Forum de Bamako qui portait entre autres sur l'immigration, le financement du développement, la gestion des conflits, l'exode rural. Des thèmes qui ont fait l'objet d'analyses de la part d'experts maliens et africains.

Il est également revenu sur la contribution du Forum au succès des Assises nationales de la Refondation avec ses 537 recommandations dont la mise en œuvre s'est révélée déterminante pour la réalisation des importantes réformes engagées par les autorités de notre pays. Selon Boubacar Traoré, cela traduit naturellement l'importance du Forum aux plans national et international.

À ce jour, le Forum de Bamako a mobilisé plus de 200 personnalités dans divers domaines au Mali et dans la diaspora. Il a également établi des partenariats gagnants-gagnants pour la mobilisation de nombreuses ressources axées sur les pays de l'AES, avec le Mali au cœur.

" Quand un homme perd tout, la seule chose qui lui reste est sa culture". C'est par ces propos que le Premier ministre a salué la pertinence du thème retenu qui tourne autour de la culture. Le Forum de Bamako reste pour lui, une nécessité dans l'agenda international de notre pays. Il a reconnu que l'homogénéité des ressources est un des points forts du Forum de Bamako, et salué en cela ce qu'il a appelé " le bouillonnement intellectuel ".

Le Premier ministre a jugé important de souligner que le large spectre de personnes et de personnalités expérimentées impliquées dans le Forum, reflète le dynamisme de son organisation. La compilation de tous ces éléments permet selon lui, d'avoir des idées solides et de maximiser les acquis. "Nous voulons un nouveau paradigme pour notre pays. Et vous y avez votre contribution ", a-t-il poursuivi.

Le Chef du gouvernement a enfin remercié la délégation du Forum de Bamako pour sa visite, avec en prime, l'assurance du soutien du gouvernement de Transition à "une initiative aussi valorisante pour notre nation".

Primature du Mali

Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

OCLEI :
Ce qu'il faut savoir en 2022

- 23 activités de sensibilisation (ateliers, séminaires, formations, conférences) à travers le Mali.

- 2 063 personnes de toutes les couches socio-professionnelles ont été directement touchées.

- 23 dossiers transmis à la justice de 2019 à 2022 pour un montant de 23 milliards 855 millions de FCFA ; soit environ un dossier par personne.

- Les profils des personnes mises en cause sont : membres du Gouvernement, élus locaux, Administration générale, armée, justice, administrations financières, péage, affaires étrangères.

- Les biens illicites identifiés sont composés de bâtiments, terrains et comptes bancaires.

- Le nombre des déclarations de biens a baissé drastiquement. Elles ont diminué de 48,28%.

- L'OCLEI a fait faire une étude sur les techniques d'enrichissement illicite. Elle a montré que 50,70% des citoyens interrogés trouvent qu'il y a de la corruption à Kayes, 41,80% à Bamako, 40,90% à Ségou et 17% à Sikasso.

- 76% des citoyens interrogés estiment qu'il y a de la corruption dans les services des douanes, 74% pour la Justice, 72% pour les Impôts, 72% pour la Police et 39% pour les Eaux et Forêts.

- La même étude précise que les biens illicites acquis au Mali sont « exportés » dans les pays suivants par ordre d'importance : France, Sénégal, Côte d'Ivoire, Canada et Etats Unis d'Amérique.

- 85% des biens des cadres maliens sont constitués d'immeubles (maisons d'habitation, bâtiments commerciaux, fermes, terrains).

- Le Mali, depuis juin 2022, assume la charge de Premier Vice-Président de l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique (AAACA).

- Le Mali a été unanimement désigné par les pays membres de l'Association des Autorité Anticorruption d'Afrique pour abriter la 7ème Assemblée générale de l'organisation panafricaine de lutte contre corruption. Ces décisions consacrent le leadership du Mali dans la lutte contre la corruption en Afrique.

Nº VERT 80 00 22

12ème numéro de l'émission « Au cœur de l'économie malienne »

Le Patronat malien souhaite la privatisation de l'EDM

C'est le lancement de la deuxième session 2024 de l'émission « Au cœur de l'économie », une production conjointe de l'agence de communication "Spirit McCann" et de la télévision nationale, l'ORTM. Son objectif est d'aborder tous les problèmes susceptibles de contribuer à la promotion de l'économie malienne. L'enregistrement du 12ème numéro de l'émission, consacré au lancement de la deuxième session, a eu lieu ce jeudi 21 mars 2024 au siège du Patronat malien, mis à l'honneur car l'émission a discuté des cinq axes stratégiques du plan d'actions quinquennal 2022-2027 du Conseil National du Patronat du Mali (CNPM). Ces axes concernent les secteurs de l'énergie, du transport et des infrastructures, des ressources humaines, du financement et de la fiscalité, avec pour thème "Plan de relance économique du Mali, les solutions du secteur privé", car l'économie malienne est en difficulté.

Mossadeck Bally, Président du Patronat Mali, Issa Bengaly (UNTM), Madou Cissé (Maître de Conférences) et Sirima Sacko (CNSC) étaient les intervenants du 12ème numéro de l'émission « Au cœur de l'économie malienne », qui ont tenté, entre autres, d'apporter des éclaircissements sur

la relance de l'économie malienne dans les secteurs de l'énergie, du transport et des infrastructures, des ressources humaines, du financement et de la fiscalité.

Au cours du débat, les intervenants ont dressé un diagnostic approfondi de ces différents secteurs, mettant en lumière les difficultés, les atouts et les acquis, tout en formulant des recommandations solides pour assurer leur développement durable.

En ce qui concerne l'énergie, ils ont souligné la nécessité d'augmenter la production d'énergie, d'améliorer la qualité de l'approvisionnement et de réduire les coûts. Ils ont également préconisé la diversification des sources d'énergie et le développement des énergies renouvelables. Concernant la crise de l'EDM, le Président du Patronat a souligné qu'il est impératif de résoudre la dette colossale de l'énergie au Mali, qui s'élève à plus de 600 milliards de CFA. Il a également mentionné que l'État n'a d'autre choix que de payer le carburant, et que si aucune solution n'est trouvée au niveau de l'État, il faudrait se tourner vers le secteur privé en envisageant une privatisation partielle de l'EDM, mais cela devrait se faire de manière consultative... Madou Cissé (Maître de Conférences) a ajouté que l'EDM devrait être privatisée en ouvrant son capital au secteur privé, en se référant aux textes et lois de l'OADHA ainsi qu'au cahier des charges de l'EDM.

Amélioration des politiques économiques et fiscales au Mali

Et même après 2000 ans, l'État ne peut pas financer les projets uniquement avec les fonds publics, il est nécessaire de recourir aux investissements du secteur privé. Les experts s'accordent à dire qu'il est préférable de laisser le secteur privé exercer ses compétences là où il excelle par rapport à l'État. De plus, il est crucial d'encourager les investisseurs étrangers à venir au Mali en levant les obstacles, car le pays est en retard sur le plan économique par rapport à son état en 1960. Pour réduire les coûts de l'énergie, il est impératif que, en plus de l'EDM, l'État autorise la production et la vente d'électricité par des acteurs privés, car là où l'État trouve des limites, le secteur privé peut intervenir. Tout ce qui peut être géré par le secteur privé doit lui être confié, permettant ainsi à l'État de se concentrer sur ses missions essentielles. En fin de compte, la seule issue pour l'EDM est sa privatisation, car l'entreprise est mal gérée par l'État.

En ce qui concerne le secteur des transports et des infrastructures, il est impératif de développer les infrastructures routières, ferroviaires, aériennes et maritimes. Un obstacle majeur à la croissance économique réside dans la question des ressources humaines. Il est essentiel de renforcer les compétences de la

main-d'œuvre, de favoriser l'employabilité des jeunes et de promouvoir l'égalité des chances.

En abordant la question de la fiscalité, les intervenants ont exprimé le souhait que l'État améliore l'équité fiscale, simplifie le système fiscal et encourage l'investissement. Mossadeck Bally, Président du Patronat Mali, a souligné l'injustice fiscale dans le domaine foncier, qui n'est pas actuellement taxé. Il est nécessaire de taxer ce secteur afin de générer des revenus pour l'État, car il y a un manque à gagner évident. D'autre part, la réticence de l'État à taxer le foncier s'explique, selon une étude de la Chambre de commerce, par le fait que 84% des villas à Bamako appartiennent à des fonctionnaires de l'État malien. Il est également crucial de revoir la fiscalité sociale et de remédier à la mauvaise gestion de l'INPS.

Bokoum Abdoul Momini

Abonnez-vous à votre journal numérique
Malikilé
pour recevoir les dernières informations
Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com
Site:www.malikile.com

FIER
Un Projet Innovant pour le Développement Rural et l'Empowerment de la Jeunesse

Le Mali, pays à la population majoritairement rurale et jeune, a récemment lancé un projet novateur appelé FIER II, visant à former, insérer et soutenir les jeunes ruraux dans le domaine de l'entrepreneuriat agricole. Ce projet, initié par le Gouvernement malien en collaboration avec le Ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, bénéficie du soutien technique et financier du Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

Situé dans la Cité verte du Kenedougou à Sikasso, le projet FIER II s'inscrit dans une dynamique de consolidation des acquis de sa première phase exécutée de 2014 à 2022. Cette localisation a été choisie en raison de son caractère exclusivement rural et agricole, mettant en avant sa capacité de production et ses potentialités agricoles.

La cérémonie de lancement du projet a rassemblé de nombreuses personnalités, dont des membres du CNT, des représentants ministériels, des autorités régionales et des figures traditionnelles et religieuses de différentes régions du Mali. Le Directeur pays du FIDA au Mali a souligné l'engagement de l'organisation en faveur de l'excellence, de l'innovation et du progrès, notamment à travers l'investissement dans la formation professionnelle des jeunes ruraux.

En effet, l'objectif principal du projet FIER II est d'offrir aux jeunes ruraux les outils nécessaires pour développer leurs compétences, favoriser leur intégration économique et soutenir la création d'emplois massifs dans le secteur agricole. Cette initiative s'inscrit dans une vision plus large de transformation qualitative de la vie des populations maliennes, sous la direction éclairée du Président de la Transition, le Colonel Assimi GOÏTA.

Le Ministre d'État, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du Gouvernement, le Colonel Abdoulaye MAÏGA, s'est félicité de l'engouement populaire pour le projet FIER et de l'adoption par les jeunes ruraux d'une mentalité entrepreneuriale. Cette approche vise à favoriser

l'intégration économique des jeunes et des femmes dans les chaînes de valeur agricole et les métiers non agricoles, contribuant ainsi au développement durable du pays.

Le projet FIER II incarne l'engagement du Mali envers la jeunesse rurale, l'innovation et le progrès économique. Grâce à cette initiative, les jeunes ruraux sont appelés à devenir les moteurs du développement agricole du pays, garantissant ainsi un avenir prometteur pour l'ensemble de la population malienne. Le lancement du projet FIER II répond à trois missions principales du Ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, sous la conduite de Madame le Ministre BAGAYOKO Aminata TRAORE. Ces missions sont les suivantes :

Promotion et développement de la culture entrepreneuriale : Le projet vise à encourager et soutenir l'émergence d'une culture entrepreneuriale au Mali, en particulier chez les jeunes et les femmes en milieu rural. Promotion de l'esprit d'initiative, de la créativité et de l'innovation dans l'entreprenariat :

Valorisation de la formation professionnelle : Le projet FIER II vise à renforcer et valoriser la formation professionnelle au Mali en offrant des opportunités de formation à des jeunes ruraux, hommes et femmes âgés de 15 à 40 ans. L'objectif est de leur permettre d'acquérir des compétences professionnelles adaptées aux besoins du marché du travail.

Élaboration et mise en œuvre de mesures pour l'insertion socio-professionnelle des jeunes et des femmes en milieu rural : Le projet FIER II s'engage à faciliter l'insertion socio-professionnelle des jeunes et des femmes en milieu rural en mettant en place des dispositifs d'accompagnement, de financement et de soutien à la création d'activités génératrices de revenus.

Par ailleurs, la Ministre a souligné l'importance du partenariat avec le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) dans la lutte contre le chômage et le sous-emploi au Mali. Les interventions du FIDA depuis 1982 ont contribué au développement d'approches participatives et constructives avec les producteurs agricoles, visant à soutenir l'économie locale.

Le projet FIER II, d'un coût de 100 millions de dollars soit 59,5 milliards de francs CFA, cible spécifiquement les jeunes ruraux, les femmes et les hommes âgés de 15 à 40 ans, avec une attention particulière portée aux jeunes femmes. Il vise à former et à insérer économiquement ces populations dans des secteurs porteurs, que ce soit par l'entreprenariat ou l'emploi salarié.

Les résultats attendus du projet comprennent la formation de 60 000 jeunes ruraux, la création de fonds de garantie financière, la promotion de 12 000 activités génératrices de revenus, la création de 40 000 emplois directs, ainsi que la mise en place d'infrastructures économiques. Ces actions visent à améliorer l'écosys-

tème de l'entreprenariat, de l'emploi et de la formation professionnelle au Mali.

Enfin, la vision de la Ministre est celle d'un Mali nouveau et souverain, avec une économie compétitive au service des populations. Pour y parvenir, l'accent est mis sur le développement des ressources humaines, la mise en adéquation de l'offre de formation avec les besoins du marché du travail, la qualité, l'équité, le partenariat, la gestion et le financement. Le département en question semble être fortement engagé dans le développement de la culture d'entreprise, le renforcement de l'écosystème des entreprises, la promotion de l'entrepreneuriat, le soutien aux initiatives privées et les investissements. Les actions entreprises visent également à créer et renforcer les entreprises, à soutenir et accompagner les initiatives entrepreneuriales, ainsi qu'à renforcer les ressources humaines par le biais de la valorisation de la formation professionnelle.

Plus spécifiquement, le département a mis en place plusieurs actions concrètes pour atteindre ces objectifs : Élaboration du document de stratégie nationale d'atténuation de l'impact socio-économique du retrait de la MINUSMA et son plan d'action 2024-2026

Mise en place d'une plateforme digitale Emploi - Mali pour les offreurs et demandeurs d'emplois.

Réalisation de l'état des lieux de la Politique Nationale de Formation Professionnelle.

Organisation de sessions de dissémination de la Politique Nationale de l'Emploi et de son plan d'action.

Élaboration en cours de la stratégie nationale sur l'entrepreneuriat avec un plan d'action 2024-2026.

Organisation de sessions d'information et de sensibilisation des jeunes sur l'entrepreneuriat.

Mise en œuvre du projet Contribution à l'insertion professionnelle et au renforcement de la résilience des jeunes en milieu rural (CIJR).

Élaboration en cours d'une stratégie nationale de transformation digitale du système d'enseignement, de formation professionnelle et technique et du développement des compétences au Mali.

Développement d'un partenariat pour un plaidoyer en faveur de la mobilisation de ressources financières pérennes pour le secteur de l'emploi et de la formation professionnelle.

Formulation en cours du Projet Centres d'immersion et d'innovation technologique pour l'emploi des jeunes en milieu rural au Mali (Sigida Nema) en partenariat avec AGRA.

Organisation à venir du Salon de l'Ingénierie, de la Transformation et de l'Apprentissage.

Ces différentes actions devraient contribuer à soutenir et renforcer les jeunes entrepreneurs ruraux, en leur offrant des opportunités d'insertion professionnelle, de développement de compétences et d'innovation. Les retombées économiques attendues pour ces nouveaux jeunes entrepreneurs ruraux devraient être significatives, grâce à ces initiatives visant à stimuler l'entrepreneuriat et l'emploi en milieu rural au Mali.

Karamoko B Keita

Barouéli
Oxfam s'engage auprès des femmes pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique

Ce vendredi 22 mars 2024, les membres de l'Associations des Femmes Pasteurs de Barouéli (AFPB) ayant bénéficié de l'appui des projets, DANIDA et DGD, d'Oxfam ont eu à témoigner et à démontrer, devant le Directeur pays d'Oxfam au Mali, le Dr Ahmed Maiga, des grands progrès réalisés par leur groupement grâce à l'assistance coordonnée de ses deux initiatives financées respectivement par le Royaume du Danemark et la Belgique.

Dans le but de s'enquérir de l'impact des projets, DANIDA et DGD, visant respectivement à « Renforcer l'adaptation au changement climatique et à la résilience dans la région de Ségou » et à « améliorer la sécurité alimentaire, des moyens d'existence et de résilience des femmes », le Directeur pays d'Oxfam au Mali, le Dr Ahmed Maiga, était à Barouéli ce vendredi 22 mars avec les femmes pasteurs bénéficiaires des deux projets.

Très fières d'elles-mêmes, les femmes de l'AFPB ont tenu à témoigner de leur progrès dans différents domaines grâce à l'appui de ses projets d'Oxfam.

Selon Mme Yagare Dicko, l'une des bénéficiaires de petits ruminants, grâce à cet octroi aux femmes et les formations sur les techniques d'élevage de ces animaux, les femmes de la localité ont désormais accès à ce secteur important des activités économiques. Et avec ce qu'elle a pu acquérir dans le cadre de ses projets, Mme Dicko souhaite évoluer vers l'élevage de plus gros animaux comme des vaches.

En ce qui concerne la transformation du lait en (yaourt, Fromage, lait frais et autres), Mme Assan Toure a souligné qu'avec les formations en conservation du lait et l'acquisition d'équipement grâce à l'appui d'Oxfam à travers ses deux projets, l'association est passée de 5 litres de lait transformé par jour à 200 litres. Et cette évolution s'illustre en chiffre notamment avec les 11.000.000 FCFA de chiffre d'affaires réalisé sur l'année 2023 et aussi par la victoire de l'association au concours des organisations valorisant du lait local. Mme Toure a ajouté que les revenus de leur activité leur permettent aujourd'hui de subvenir à certains besoins de l'association et de ses membres.

La formation au plaidoyer a permis aux femmes de la zone d'obtenir 15 hectares, dont 5 à Braouéli, selon Mme Diallo Mariam Diakité. Sur les 5 hectares, 2 ont déjà été cloîtrés et dotés d'un forage avec des bassins d'eau et d'autres équipements pour permettre aux femmes de faire des productions agricoles. Les femmes également ont été formées dans la fabrication composte pour servir d'engrais naturel à leurs plantes.

C'est une visite guidée de l'unité de transformation de lait, où les membres de la délégation se sont d'ailleurs approvisionnés en produits laitiers pour la rupture du jeûne et sur le site des 5 hectares obtenus par les femmes à Braouéli.

■ **S. Guindo/Malijet.com**

Aidez-nous à lutter contre le Terrorisme Contactez le Centre d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU TERRORISME AU MALI

Diplomatie et Coopération : Le Mali et la Chine esquissent l'avenir ensemble

Le Mali et la Chine renforcent leurs liens de coopération

Le vendredi 22 mars 2024, le Président de la Transition du Mali, Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, a reçu en audience M. LIU Yuxi, Représentant spécial du Gouvernement chinois pour les affaires africaines. Cette rencontre entre les deux dirigeants s'inscrit dans une démarche visant à renforcer les relations bilatérales entre le Mali et la Chine, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles perspectives de coopération entre les deux nations.

La délégation chinoise a manifesté un intérêt sincère pour le développement et la stabilité du Mali, soulignant l'importance d'approfondir les relations dans un esprit de partenariat mutuellement avantageux. M. LIU Yuxi a souligné que cette réunion a permis d'explorer de nouvelles opportunités de coopération dans des secteurs clés tels que l'énergie, la médecine, l'agriculture et le commerce, identifiés comme prioritaires pour le bénéfice des deux pays.

Les discussions ont également porté sur la facilitation des échanges commerciaux et des investissements, avec un engagement commun à respecter les normes internationales en matière de développement durable et de responsabilité sociale. L'aspect politique et sécuritaire a également été abordé, la partie chinoise saluant les progrès réalisés par les autorités maliennes en matière de réformes, de bonne gouvernance, ainsi que de paix et sécurité. La Chine s'est engagée à apporter un soutien renforcé dans ces domaines.

La rencontre, à laquelle ont participé le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Son Excellence Abdoulaye DIOP, ainsi que le ministre chargé de l'Industrie et du Commerce, Moussa Allasane DIALLO, témoigne de la vitalité et du potentiel des relations entre le Mali et la Chine. Elle marque un jalon important vers l'approfondissement d'une

coopération bénéfique pour les deux parties.

Cette rencontre entre le Mali et la Chine illustre l'engagement des deux pays à renforcer leur partenariat et à explorer de nouvelles opportunités de coopération dans divers secteurs clés. Les échanges entre les représentants des deux nations témoignent de la volonté commune de travailler ensemble pour promouvoir le développement économique, social et politique, dans le respect des normes internationales et de la responsabilité sociale. Le Mali et la Chine esquissent ainsi un avenir prometteur de coopération mutuellement bénéfique, ouvrant la voie à une collaboration renforcée pour le bien-être des deux peuples.

La Chine est un partenaire stratégique pour notre pays. Aujourd'hui, c'est le pays qui peut aider notre pays à faire face à la crise économique et financière qui le secoue. Comme l'ancien Premier Ministre Moussa Mara l'a évoqué dans une de ses récentes sorties, les autorités de la transition doivent cesser de contracter de petits prêts avec des remboursements à court terme. Elles doivent chercher un partenaire fiable qui peut leur faire un prêt conséquent qui peut leur permettre de faire face à la crise et de se préparer dans un avenir économique viable et stable.

Ibrahim Sanogo

www.malikile.com

Amadou Koïta au M5-RFP sur la dissolution de l'AEEM : « C'est votre combat contre nous »

« 33 ans après avoir arraché d'une main de fer la victoire de la liberté et de la dignité face à la répression des armes voici encore que nous assistons, en ce mois de mars 2024, à la dissolution de notre association par décret pris en conseil des ministres », telle est la réaction des anciens de l'AEEM en marge du 44e anniversaire de la disparition de Abdoul Karim Camara dit Cabral, en réponse à la dissolution de l'AEEM par les plus hautes autorités de la transition.

Avec pour thème : Quelles solutions et recommandations pour juguler la violence en milieux scolaires et universitaires ? les anciens de l'AEEM espèrent ainsi faire des propositions et recommandations concrètes pour pallier aux violences répétitives en milieux scolaires et universitaires.

Une occasion pour eux de lever toute équivoque sur la décision des autorités de la transition de mettre définitivement fin à l'organisation estudiantine née des événements de 1991. " Les anciens de l'AEEM s'opposent et rejettent cette annonce de dissolution de l'AEEM et se proposent d'user de tous les moyens légaux et démocratiques en soutien aux cadets en vue d'un recours en annulation au niveau du tribunal administratif" ont-ils pour leur scandé, les anciens de l'AEEM tout en regrettant aussi le refus du gouvernement de les recevoir avant la mise en œuvre de cette décision de dissolution. A leurs dires, les anciens avaient beaucoup de recommandations pour une sortie de crise sans en arriver à la dissolution de l'AEEM.

Présent à ce rendez-vous en même temps que Modibo Doumbia, Bakary Woyo Doumbia, Mme Sy Kadiatou Sow, Nouhoum Togo et bien d'autres figures emblématiques de l'histoire de l'AEEM, l'ancien ministre Amadou Koita dégage d'un revers de main, la mauvaise réputation qu'on tente de donner à l'AEEM. « Malgré la caricature qu'on veut faire de l'AEEM, regardez dans cette salle tous les cadres qui sont les produits de l'AEEM…Je suis un ancien ministre, Je suis un produit de l'AEEM, je suis fier d'être un ancien de l'AEEM. L'AEEM m'a appris beaucoup de choses de 91 jusqu'à la fin de mes études ».

D'ailleurs, l'ancien ministre se dit surpris que ce soit un régime de transition qui décide de la dissolution de l'AEEM.

« C'est la première transition qui

a permis une augmentation de 75% des bourses, c'est la première transition qui a permis, à la suite des revendications de l'AEEM, de l'introduction des bourses dans les écoles secondaires, c'est cette transition qui a également permis l'ouverture des internats. Je ne pouvais pas comprendre que trente ans après qu'une transition puisse prendre la décision de dissoudre une association aussi historique, une association aussi symbolique" regrette-t-il.En outre, Amadou Koïta ne rejette pas l'impérieuse nécessité de recadrer cette organisation qui dérape très souvent, mais qu'on ne jette pas l'enfant avec l'eau du bain. « C'est vrai qu'il y a des hauts et des bas, c'est vrai je le dis, nous avons connu des moments très difficiles, nous avons connu des années blanches ici, mais on n'a jamais dissout l'AEEM en ce temps. Oui c'est vrai, il y a des difficultés, oui c'est vrai, il faut les corriger, mais aller à vouloir décapiter une association aussi importante, aussi historique, moi je vais au-delà de certaines considérations de sentiments et d'émotions, je me demande est-ce que ce n'est pas une certaine réécriture de l'histoire de notre pays" s'est-il interrogé. Tout comme nombreux de ses camarades, Amadou Koïta fait vas d'une possible revanche sur le mouvement démocratique. "Je me demande est-ce que certains ne veulent pas prendre leur revanche sur l'histoire de notre pays, si certains ne veulent pas réécrire l'histoire du mouvement démocratique" puisque selon lui, Rien ne justifie cette dissolution. En tout cas, c'est ceux qui n'ont pas connu l'ère Moussa Traoré, selon lui, qui peuvent douter du combat du mouvement démocratique. Si l'ancien ministre Amadou Koïta n'a pas nommément cité quelqu'un sur ce passage, de l'autre côté, il dit en vouloir au mouvement M5-RFP. "J'en veux à nos camarades du M5-RFP. Oui je les en veux" puisque, le M5 serait constitué, selon lui, à 80% des acteurs du mouvement démocratique. Aussi rappelle-t-il également que c'est l'achèvement de son combat qui a entraîné la dissolution de l'AEEM. De ce fait, il a invité tous les membres du M5-RFP à se lever pour dire non et se battre résolument contre toute dissolution de l'AEEM. " c'est votre combat contre nous, mais ce qui nous unit (le Mali) a toujours été plus fort que ce qui nous sépare. Sur le plan politique, on peut ne pas être d'accord, mais c'est l'achèvement de votre combat qui a entraîné la dissolution de l'AEEM". Après le M5-RFP, l'ancien ministre Koïta ne fait pas caveau également à A.M.S-U N.E.E.M et d'autres qui se sont réjouis de la dissolution de l'AEEM. « On ne peut pas vouloir prétendre défendre les valeurs et les idéaux de Cabral, défendre les valeurs et idéaux de l'AEEM, de ses centaines d'élèves et étudiants du Mali qui sont tombés et se féliciter de la dissolution de l'AEEM" a-t-il regretté avant de les inviter eux aussi à sortir de ce jeu trouble. "On ne peut pas se réclamer de Cabral et se féliciter de la dissolution de l'AEEM... quittons dans ça. Mettons-nous ensemble. N'acceptons pas qu'on insulte l'histoire. N'acceptons pas qu'on travestisse le combat qu'on a mené, parce que c'est de ça qu'il s'agit" a-t-il soutenu.Par ailleurs, il dit prendre note des arguments avancés par les plus hautes autorités de la transition pour soutenir leur volonté de dissolution de l'AEEM. De ce fait, tout comme Mme Sy, il invite ses camarades à ne pas se laisser envahir par l'émotion. « Ceux qui ont pris cette décision ont leurs raisons. Essayons de réfléchir, voir comment est-ce qu'on peut revenir en arrière. Je profite de l'occasion pour dire qu'il y a le Dialogue inter Malien qui est annoncé. Pourquoi ne pas taper à cette porte aussi pour dire que l'erreur n'est pas grave mais ne pas revenir en arrière c'est ce qui est pire » a-t-il indiqué.

Issa Djiguiba

Source : Le Pays

L'accès à l'eau potable
Une bataille non encore gagnée au Mali

La journée mondiale de l'eau est célébrée chaque 22 mars dans le monde. Cette année, le thème porte sur « l'eau pour la paix ». Les acteurs saisissent l'occasion pour magnifier cette ressource précieuse à travers plusieurs activités.

À Bamako, la direction nationale de l'hydraulique a organisé une conférence de presse ce mercredi 20 mars 2024. Le but était d'informer et sensibiliser les usagers du secteur de l'eau sur les liens entre l'eau et la paix.

Selon Sékou Diarra directeur de l'hydraulique, le taux actuel d'approvisionnement global en eau est de 71, 9%. Il ajoute que l'accès au financement et la protection des ressources restent des défis majeurs liés au secteur. « Qu'on arrête la pollution des ressources en eau. Les activités anarchiques d'extraction d'or, de dragage qui nuit beaucoup à nos cours d'eau », recommande Sékou Diarra, directeur de l'hydraulique. Il ajoute que le second défi est « la mobilisation financière ». « On a vraiment une législation riche, souvent, mais l'application pose des problèmes », regrette-t-il. Et le directeur d'ajouter. « Nous sommes des acteurs, nous avons vraiment besoin de renforcement des capacités, des formations ».

L'eau essentielle et fondamentale

Pour la société civile, l'eau est une question essentielle et fondamentale pour les populations. Boureima Tabalaba, directeur de la coalition nationale pour l'eau potable et assainissement (CN-CIEPA) demande aux autorités de s'impliquer davantage pour garantir l'accès universel à l'eau d'ici 2030. **« Nous sommes au niveau national, d'un accès de l'ordre de 72% à peu près. C'est déjà un effort par rapport à beaucoup de pays », affirme-t-il. En revanche il souligne que le Nord et le Centre sont des zones qui n'ont pas d'eau potable ». « Et nous devons travailler pour y arriver. Si le gouvernement, d'abord, au niveau du budget national, va à l'ordre de 5% de son budget national, et si nous parvenons également au budget des fonds, dans le cadre d'une solidarité nationale, pour faire face aux questions d'eau et d'assainissement »**, préconise M.Tabalaba.

Notons que le président de la transition, dans la mise en œuvre ses œuvres sociales a réalisé plus de 300 forages pour amoindrir la souffrance des populations dans l'accès à l'eau potable.

La source au niveau des installations

À Diré, les installations en eau ne couvrent pas les besoins de la population selon les autorités locales. Pour Abdoulaye Sidi Cissé, deuxième adjoint au maire, la vétusté des installations de la somagep et l'accès restreint à l'eau potable représentent un problème majeur pour les populations.

Studio Tamani

Les BRICS : Une alliance convoitée par les pays en développement

Les BRICS, acronyme regroupant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, suscitent un intérêt croissant parmi de nombreux pays en développement à travers le monde. L'actualité récente a mis en lumière l'expansion potentielle de cette alliance, avec l'arrivée de nouveaux membres. En effet, l'année dernière a vu l'intégration de six nouveaux pays, portant le groupe à ce qu'on appelle désormais les BRICS+. Cette année, six autres membres sont sur le point de rejoindre l'alliance, ce qui porterait le nombre total à 17 pays, renforçant ainsi son influence en tant que contre-poids à l'Occident.

Cette expansion des BRICS est perçue comme une opportunité majeure par de nombreux pays en développement. Naledi Pandor, la ministre sud-africaine des Affaires étrangères, a révélé que pas moins de 36 pays ont exprimé leur intérêt pour rejoindre cette coalition. Ce vif intérêt n'est pas motivé par une simple tendance, mais par la perspective de bénéficier des avantages économiques et financiers offerts par les BRICS.

En effet, l'adhésion à cette alliance présente de nombreux avantages potentiels pour les pays membres. Tout d'abord, elle offre la possibilité de renforcer la souveraineté économique en réduisant la dépendance au dollar américain. Cette diversification des monnaies utilisées dans les échanges internationaux peut stimuler les économies nationales, favoriser les échanges commerciaux régionaux et réduire les coûts liés aux transactions internationales.

Cependant, malgré l'engouement des pays en développement pour les BRICS, l'expansion de l'alliance reste un défi de taille. Les critères d'adhésion stricts définis par les membres actuels représentent une barrière importante pour de nombreux candidats potentiels. Seuls quelques-uns des 36 pays candidats pourraient satisfaire à ces critères et être invités à rejoindre les BRICS dans un avenir proche.

L'attrait des pays en développement pour les BRICS repose sur la perspective de renforcement

économique et d'émancipation financière offerte par cette alliance. Bien que de nombreux États manifestent un intérêt pour y adhérer, seuls quelques-uns seront sélectionnés à terme en raison des critères d'adhésion rigoureux. Les BRICS continuent ainsi de susciter des débats et des attentes au sein de la communauté internationale, en tant qu'alliance influente aux enjeux économiques majeurs. L'extrait que vous avez partagé met en lumière plusieurs points importants concernant l'expansion des BRICS et ses implications sur l'économie mondiale et les relations internationales.

Tout d'abord, il est souligné que l'adhésion de nouveaux membres aux BRICS soulève des enjeux de sélectivité et de compétition entre les nations aspirantes. Cette expansion pourrait potentiellement perturber l'équilibre financier mondial en remettant en question la dépendance à la monnaie américaine, le dollar. Les répercussions de ces changements pourraient déclencher des réactions sur les marchés mondiaux, avec des conséquences difficiles à prévoir.

Évaluation de la contribution des nouveaux membres aux BRICS

Par ailleurs, l'apport des nouveaux membres doit être évalué en termes de leur capacité à contribuer de manière significative aux objectifs des BRICS, que ce soit sur le plan financier ou politique. Cette rigueur dans le processus d'expansion souligne l'importance stratégique de chaque ajout à cette coalition économique émergente.

Implications géopolitiques de l'expansion des BRICS

L'expansion des BRICS comporte des implications géopolitiques majeures, signalant l'émergence d'un nouvel ordre mondial économique et la diversification des alliances économiques. Les BRICS pourraient ainsi devenir un contrepoids potentiel à l'hégémonie occidentale, offrant une alternative au système financier établi.

Défis et enjeux de l'expansion des BRICS

Cependant, cette expansion n'est pas exempte de défis. La capacité des BRICS à intégrer et gérer un grand nombre de nouveaux membres demeure un défi majeur, tout comme les réactions potentielles des puissances occidentales face à cette expansion. Il est crucial de suivre de près les développements liés à l'expansion des BRICS, car cela pourrait redéfinir les dynamiques des relations internationales à l'échelle mondiale.

Volonté de bousculer l'ordre géopolitique établi

L'annonce de la création d'un système de paiement propre aux BRICS et les projets pour une monnaie commune illustrent la volonté de l'alliance de perturber l'ordre géopolitique établi. Cela témoigne de l'attrait croissant des BRICS auprès de nombreux pays, notamment ceux qui se sentent lésés par la bipolarisation imposée par les puissances occidentales.

Arouna Sidibé

Économie : Poutine s'attaque au pétrodollar

Les relations tendues entre la Russie et les pays occidentaux ont récemment pris une tournure plus agressive sur le plan économique. Vladimir Poutine a lancé une offensive visant à convaincre les pays exportateurs de pétrole d'abandonner le dollar américain, mettant ainsi en péril le statut de suprématie du "pétrodollar".

Le président russe n'a pas mâché ses mots en avertissant que si le Moyen-Orient cesse d'utiliser le dollar dans les transactions pétrolières, cela sonnerait le glas de la domination du dollar. Le Kremlin cherche à affaiblir le pouvoir économique des États-Unis en sapant le rôle du dollar dans le commerce pétrolier international, réduisant ainsi leur capacité à imposer des sanctions économiques.

En incitant les principaux pays exportateurs de pétrole à se détourner du "pétrodollar", Vladimir Poutine vise à affaiblir la position du dollar en tant que devise de réserve mondiale, qui a longtemps renforcé l'influence économique américaine. Ce mouvement pourrait limiter la capacité des États-Unis à exercer des pressions économiques à l'avenir, remettant en question leur pouvoir sur la scène internationale.

Cependant, convaincre les grands exportateurs de pétrole de renoncer au dollar s'annonce comme un défi de taille. Les liens économiques et politiques étroits entre les pays du Golfe et les États-Unis rendent un changement de cap improbable à court terme. Malgré tout, les experts mettent en garde contre les répercussions d'une éventuelle marginalisation du dollar, qui pourraient déstabiliser les marchés financiers mondiaux et l'économie américaine.

Cette offensive de Poutine contre le "pétrodollar" souligne l'escalade des tensions avec les États-Unis, et bien qu'un abandon total du dollar semble peu probable à l'heure actuelle, les conséquences d'une érosion de son rôle dans le commerce énergétique pourraient être déstabilisantes. La guerre économique en coulisses devient de plus en plus intense, et la bataille pour le pouvoir monétaire s'annonce comme l'un des nouveaux enjeux géopolitiques majeurs à venir.

Arouna Sidibé

Italie

L'ex-footballeur international brésilien Robinho incarcéré pour viol collectif en Italie

L'ancien footballeur international brésilien Robinho a passé sa première nuit en prison au Brésil après avoir été condamné à neuf ans de prison pour viol collectif en Italie en 2017. Les autorités pénitentiaires ont confirmé cette information vendredi.

Robinho, qui a représenté le Brésil à 100 reprises et a joué pour le Milan AC à l'époque des faits en 2013, a été reconnu coupable du viol en réunion d'une jeune Albanaise qui célébrait son 23e anniversaire dans une boîte de nuit à Milan. Sa condamnation a été confirmée par la Cour de cassation d'Italie en janvier 2022.

Après que la Cour suprême brésilienne a rejeté sa demande de sursis, Robinho a été arrêté à Santos. En raison de la législation brésilienne qui interdit l'extradition de ses ressortissants, la justice italienne a demandé que Robinho purge sa peine au Brésil. Cette demande a été acceptée par le Tribunal supérieur de justice de Brasilia mercredi, à une large majorité.

Cet événement marque un tournant dans la carrière de Robinho, qui était autrefois un joueur de renom. Sa condamnation pour un crime aussi grave suscite l'indignation et soulève des questions sur la responsabilité des personnalités publiques et des sportifs de haut niveau. L'affaire met en lumière les enjeux de la justice internationale et de la coopération entre les différents pays dans les affaires de cette nature.

La nouvelle de l'incarcération de Robinho a eu un retentissement important dans le monde du sport et au-delà. Cette affaire souligne l'importance de la lutte contre les violences faites aux femmes et la nécessité de garantir que tous les individus, quel que soit leur statut, soient tenus responsables de leurs actes devant la justice.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

La réflexion est au rendez-vous. Vous vous plaisez dans votre travail, cela ne fait aucun doute, mais vous ressentez une certaine lassitude. Le moment est peut-être venu de faire le point et, qui sait, de changer d'orientation, d'aller vers de nouveaux horizons. Nouveaux challenges, nouveau cadre, nouveaux collègues, qu'avez-vous à perdre après tout ? Si vous en avez la force, et surtout l'envie, n'attendez pas plus longtemps et foncez !

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous êtes complètement débordé par les dossiers. Vous en avez assez. Vous avez en plus le sentiment que vos collègues se déchargent sur vous. À vous de faire la part des choses. Osez dire non lorsque quelque chose vous déplaît. C'est en posant vos limites que vous vous affirmerez et que vous prendrez vraiment votre place dans l'entreprise. Vous vous sentirez beaucoup mieux après avoir passé le cap et vous réaliserez mieux vos tâches.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Déterminé à atteindre vos objectifs au travail, vous redoublez d'efforts pour votre entreprise. Vous méritez amplement l'augmentation ou la promotion que vous attendez depuis longtemps. Mais attention à ne pas vous laisser submerger par les tâches à réaliser. Pensez à prendre des pauses et à vous ressourcer à l'extérieur du boulot. Vous risquez de vous épuiser si vous en faites trop. Trouvez un équilibre entre vie pro et vie perso.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

N'envisagez pas de demander des faveurs à vos supérieurs hiérarchiques aujourd'hui : elles risquent fort de ne pas vous être accordées, les influx planétaires n'étant guère favorables. Profitez de cette journée pour travailler en harmonie avec vos collègues afin de maintenir une atmosphère positive et productive. Le moment viendra où les astres seront plus favorables à l'avancement de votre carrière.

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre situation professionnelle est remarquable. Vous occupez une fonction élevée et vous en êtes fier. Il va sans dire que vous évoluez dans les hautes sphères ; seulement, vous avez tendance à négliger par moment ceux qui se trouvent plus bas. N'oubliez pas que toute nation a besoin de différents types de professions pour exister, et que certains métiers sont complémentaires même s'ils ne sont pas au même niveau.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Et si vous étiez en quête d'aventure ? Vos envies du moment vous poussent à remettre en cause votre emploi actuel pour explorer de nouvelles pistes professionnelles. Et si vous aviez des opportunités via votre réseau ? Quoi qu'il en soit, vous commencez doucement à sonder le marché et consulter les offres d'emploi. Ce n'est pas pour autant que vous délaissez votre job et ses missions, puisque vous êtes sur ces missions importantes.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous pourriez recevoir une proposition qui ne correspond pas vraiment à vos attentes et à votre domaine d'activités. Cela dit, derrière cette offre qui ne semble pas vous enchanter se cache peut-être une opportunité que vous ne devriez probablement pas négliger. Étudiez bien la question, cela peut constituer un tremplin vers une belle et enrichissante carrière. Pourquoi ne pas vous diriger vers cette voie ? C'est peut-être celle qui vous conviendrait le mieux.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Le collectif est à l'honneur aujourd'hui. Vous vous sentez une âme de leader et parvenez à mobiliser vos équipes. Vous entrez dans une phase de dynamisme professionnel qui vous permettra de faire avancer des projets qui vous tiennent à coeur depuis longtemps. Veillez à ne pas vouloir en faire trop, la simplicité est de mise. Vos idées trouvent écho auprès de personnes que vous estimez, vous ne décevrez pas.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous sentez que vous avez du mal à garder le même poste plus de quelques mois. Vous avez un besoin constant de changement et de nouveauté. Vous vous ennuyez vite et il vous faut en permanence du mouvement. Sachez que cela peut être mal vu par certaines entreprises qui considèrent que ce comportement traduit un manque de stabilité. Vous risquez d'être perçu comme quelqu'un de non fiable par des recruteurs potentiels.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Il se pourrait que cette période soit celle de l'innovation. Vous avez des idées plein la tête qui ne demandent qu'à s'exprimer. Laissez venir le flux de créativité pour ne pas brider votre imagination. Cela se révèlera pertinent dans votre travail et pourrait aboutir à d'intéressantes mises en application. Faites-vous confiance, cela ne pourra être que positif pour vous.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Cela fait longtemps, trop longtemps, que vous allez au bureau à reculons. Vous n'avez qu'une vie et elle est trop courte pour en perdre une partie dans une activité professionnelle qui vous pèse autant. S'il vous est devenu insupportable de travailler dans ces convictions, ayez le courage de tourner les talons définitivement. De belles surprises vous attendent, n'ayez aucun regret : vous méritez vous aussi de vous épanouir au travail.

Poisson (19 février - 21 mars)

Votre journée de travail se passera sous le signe de la nouveauté. Or, les nouveautés peuvent vous aider à voir votre carrière sous un jour différent. Soyez ouvert à de nouvelles perspectives et à de nouvelles manières de penser. Élaborez un plan stratégique pour en tirer le meilleur parti, identifiez vos objectifs et les étapes nécessaires pour les atteindre et soyez ouvert aux changements et à la découverte.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com